



Tracés. Revue de Sciences humaines

22 (2012)

Écologiques. Enquêtes sur les milieux humains

Lucile Garçon et Aurore Navarro

La Société des territorialistes ou la géographie italienne en mouvement

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Lucile Garçon et Aurore Navarro, « La Société des territorialistes ou la géographie italienne en mouvement »,

Tracés. Revue de Sciences humaines [En ligne], 22 | 2012, mis en ligne le 21 mai 2014, consulté le 03 janvier 2016.

URL : <http://traces.revues.org/5465> ; DOI : 10.4000/traces.5465

Éditeur : ENS Éditions

<http://traces.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://traces.revues.org/5465>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© ENS Éditions

La Société des territorialistes ou la géographie italienne en mouvement

LUCILE GARÇON ET AURORE NAVARRO

Le ventre de l'Italie moderne est ici, et peut-être le cœur s'y noie.

André Suarès, « Ça et là, dans Milan », *Voyage du Condottiere*

Depuis 1991, une nouvelle entité territoriale réunit 61 communes pour former le Parc agricole Sud Milan. Couvrant une surface de 47 000 hectares dont 80 % sont des terres cultivables, le plus grand parc agricole d'Europe se structure autour d'un des principaux canaux qui irriguent l'Ouest de la plaine du Pô, au sud de la plus grande aire urbaine d'Italie. Milan, qui compte aujourd'hui plus de sept millions d'habitants, est le cœur économique du pays, une métropole à laquelle les fonctions de centre industriel, financier, commercial et universitaire assurent un rang de ville mondiale. Le parc agricole qui a pris forme au sein de l'agglomération dès les années 1980 a pour principal objectif la « sauvegarde du territoire »¹. Le projet se veut écologique sans être environnementaliste : s'il vise à préserver les terres cultivables des dynamiques d'étalement urbain qui en menacent la conservation, c'est moins par souci de protection de la nature que pour répondre à une demande sociale. Les espaces ouverts ne sont pas seulement considérés pour leurs qualités d'habitat faunistique ou floristique, mais également pour leur contribution à la qualité de vie de manière générale, en tant qu'espaces récréatifs et à valeur culturelle significative. Au-delà des engagements pris en faveur de l'agriculture biologique et des opérations de réintroduction et conservation d'espèces en voie de disparition, le Parc agricole Sud Milan se veut écologique par sa conception même d'une ville en interaction avec la campagne environnante, prise dans un tissu agricole avec lequel elle

1 Pour une présentation générale du Parc agricole Sud Milan, on se référera au site Internet <http://parcosud.provincia.milano.it>, consulté le 30 septembre 2011.

fait système. Hors des découpages administratifs classiques, il s'agit de proposer un territoire plus cohérent en le pensant à l'image d'un organisme.

Élaboré à l'Institut polytechnique de Milan dans les années 1980, le projet est porté depuis ses débuts par un groupe de chercheurs que réunit leur appartenance à un mouvement scientifique original : la « Société des territorialistes ». Rédigé à Florence le 16 avril 2010, le manifeste qui fonde l'association est disponible sur Internet en italien et en anglais² ; sa traduction française est encore à l'étude. De manière générale, l'approche territorialiste est encore largement méconnue en France. Si une version française du livre fondateur *Le projet local* est parue en 2003 à l'initiative de Françoise Choay, historienne des théories des formes urbaines et architecturales, ce fut sous une forme synthétique et, par là, nécessairement succincte (Magnaghi, 2003). L'ouvrage, réédité en italien en 2010, et enrichi d'une décennie de dialogues entre ingénieurs et chercheurs issus de diverses disciplines, serait pourtant susceptible d'alimenter la réflexion de nombreux établissements universitaires, laboratoires et unités de recherche qui s'intéressent aux problématiques liées au développement durable.

La Société des territorialistes rassemble ainsi une multitude d'experts issus de divers horizons, tant géographiques que disciplinaires. Parmi les urbanistes italiens qui représentent l'unité épistémique la plus cohérente au sein de la Société des territorialistes, se trouvent des économistes, des agronomes, des biologistes, des historiens, des anthropologues, des philosophes et des chercheurs appartenant à d'autres champs scientifiques encore, ainsi que plusieurs ingénieurs, architectes, paysagistes et planificateurs ; les territorialistes forment ainsi une communauté éclectique, rassemblée par une commune « topophilie », ainsi que par la perspective de fonder une science qui garantisse qualité de vie et pérennité des « établissements humains »³.

Reprenant avec cette expression un vocabulaire diffusé depuis les institutions internationales chargées de mettre en œuvre un urbanisme durable, ils engagent néanmoins une réflexion alternative, hors des écoles d'urbanisme classiques, et qui aboutit à des préconisations radicalement différentes en

2 L'ensemble des documents produits par les territorialistes est consultable sur un site régulièrement mis à jour qui rend compte de l'actualité du mouvement et annonce les divers événements qui participent à sa construction : <http://www.societadeiterritorialisti.it>, consulté le 29 novembre 2011.

3 L'expression « *insediamenti umani* » décrit de manière générale et sans privilégier aucune échelle particulière les constructions des sociétés humaines permettant leur installation dans un milieu naturel. L'équivalent en anglais serait l'expression « *human settlements* », notamment employée dans les conférences internationales sur le développement durable (Sommet de Johannesburg), par l'Unesco et l'agence ONU-Habitat, également appelée en français PNUEH (Programme des Nations unies pour les établissements humains).

termes de développement et d'organisation spatiale. Loin des théories fondées sur une métaphore mécanique qui ont présidé à la production d'un standard d'organisation des villes modernes, les territorialistes s'opposent aux « trois établissements humains » distingués selon des principes de zonage – espace de production alimentaire, espace de fabrication, espace de pensée, d'administration et de gouvernement (Le Corbusier, 1959) – pour adopter une approche systémique du territoire. À une représentation de l'espace sous forme d'une juxtaposition d'organes dont chacun assurerait une fonction particulière, les territorialistes préfèrent donc l'image d'un organisme. L'usage d'une telle métaphore fait écho aux concepts mobilisés dès les années 1920-1930 par l'écologie pré-énergétique, cherchant alors à se dégager d'une approche atomiste et réductionniste pour mieux saisir ses objets d'étude (Bergandi, 1999). L'organisme présente l'avantage d'être un concept à dimension holistique, ouvert au dynamisme du vivant. Il permet par conséquent de concevoir des modèles d'aménagement hors des cadres hérités du fonctionnalisme qui mènent à une vision dichotomique voire schizophrénique du territoire, où ce dernier se trouve divisé en zones soumises d'une part à des logiques d'exploitation et d'autre part à des impératifs de protection entre lesquelles opère un principe de compensation.

Se référant à une autre définition de l'équilibre, le territoire des territorialistes est un espace homogène et cohérent, comparable à un être vivant en bonne santé. Il se veut écologique au sens étymologique du terme, dont les racines mêlent le grec *oikos* – qui désigne le foyer ou le domaine – au latin *logos* – qui qualifie le savoir, le discours argumenté sur un objet – pour la définir comme une science de l'habitat. Développant un discours militant en faveur de la préservation de l'environnement, les territorialistes ne se contentent pas d'adopter une posture environnementaliste, mais étaient une profession de foi écologiste sur une démarche d'écologie qui puise largement dans les sciences du vivant. Leur démarche tend à une révolution paradigmatique quant à l'étude des rapports nature/société, en misant paradoxalement sur la réhabilitation d'un concept déjà largement galvaudé par les sciences humaines : les territorialistes cherchent à ranimer le territoire en le teintant d'écologie, tant sur le plan scientifique que politique.

À l'origine de la pensée territorialiste, la critique d'un modèle de développement et de ses formes géographiques

La consonance révolutionnaire du titre de « territorialiste », la fondation de l'école éponyme sur un texte en forme de manifeste, et la structure du

mouvement en commissions, font écho à l'engagement politique d'Alberto Magnaghi, directeur du Laboratorio di progettazione ecologica degli insediamenti (LAPEI, Laboratoire de projets écologiques pour les établissements humains) et auteur du *Projet local*, désormais ouvrage de référence de l'école territorialiste.

À l'origine d'une « Charte de la nouvelle municipalité » présentée en 2002 au Forum social de Porto Alegre, ce chercheur n'a jamais dissocié sa carrière de son parcours de militant, entamé au sein des comités activistes qui ont agité l'Italie des années 1960. Partisan de l'opéraïsme, courant marxiste apparu en 1961, dont le nom est inspiré de l'italien *operaio* qui signifie ouvrier, Alberto Magnaghi est un des acteurs de la mouvance intellectuelle qui préside à la formation d'une nouvelle gauche italienne autour de la revue *Quaderni Rossi*, entre Raniero Panzieri et Mario Tronti. Architecte urbaniste de formation, il contribue à l'agitation dans les milieux universitaires en soumettant au débat les formes architecturales modernes et les coûts de la vie citadine. Avant les mouvements de contestation étudiante de 1968 qui mènent à la révolte ouvrière de l'automne 1969, il anime des « comités territoriaux » à Turin, « ville-usine »⁴ qui draine vers les chaînes de montage de la Fiat des flux d'exode rural massifs. S'y rassemblent de jeunes ouvriers fraîchement arrivés des campagnes du Sud qui viennent discuter de leur nouvelle condition de citoyens. Les comités ainsi constitués mettent en œuvre un principe alors largement diffusé au sein des mouvements de gauche : la recherche-action⁵ associant ouvriers et intellectuels. Cette forme de laboratoire mixte et collégial a influencé la méthode scientifique de Magnaghi, qui jusqu'à présent n'a cessé de se construire dans ce va-et-vient de la théorie à la pratique, et accorde encore une large place à la participation des habitants dans tout projet de planification territoriale.

Menant de front activités de recherche et direction de projets depuis les années 1980, Alberto Magnaghi a produit un grand nombre d'écrits théoriques qui se nourrissent d'une expérience de terrain acquise au sein de comités régionaux d'aménagement, de conseils de sages et de comités scientifiques pour des parcs nationaux ou au ministère de l'Environnement. Sa conscience écologique se forge notamment à l'époque où il devient coordinateur de projets à l'Istituto nazionale di ricerca della Lombardia (IRER)

4 « *Città-fabbrica* » est une périphrase courante pour désigner la capitale piémontaise, dont le développement est fortement marqué par la présence du siège administratif et des usines du constructeur automobile Fiat (*Fabbrica Italiana Automobili Torino* – usine italienne d'automobiles de Turin), facteur essentiel du « miracle économique » italien de l'après-guerre.

5 « Recherche-action » se traduit en italien par l'expression *co-ricerca*, littéralement « co-recherche », soulignant l'importance d'un processus mutuel de construction des savoirs.

de 1990 à 1995, lorsque Milan, symbole de la croissance industrielle qui a fait la fierté de l'Italie des Trente Glorieuses, est déclarée ville sujette à haut risque de crise environnementale. Amené à interroger les modèles classiques de développement dans un contexte global de remise en cause de l'idéologie de la croissance et du productivisme, la nécessité de proposer d'autres stratégies de planification le conduit à se rapprocher de l'écologie politique.

Dépréciant une écologie employée à l'élaboration d'outils de calcul et d'amendement de l'impact des villes sur l'environnement, les territorialistes, réunis autour de la figure d'Alberto Magnaghi, refusent l'idée d'une science qui reviendrait en fait à déterminer les conditions du maintien d'un mode de production industriel. Il n'est pas question de réduction des émissions de CO₂ ni d'empreinte écologique, de seuil de pollution, d'écobilan ou d'indice de consommation des sols chez les territorialistes, qui visent à un complet changement de perspective, où l'écologie ne cherche pas à s'accommoder d'un modèle de développement existant mais invite à une véritable révolution paradigmatique.

Remettant sur le métier les définitions du territoire existantes, les territorialistes reprennent une série de réflexions propres aux courants de la pensée critique, et à cette « constellation d'activistes, d'analystes, de chercheurs et de théoriciens » qui, en réaction à l'hégémonie d'une idéologie de la croissance et d'un modèle d'économie productive, « s'essaye aujourd'hui à réarmer la critique de gauche » (Collectif, 2011, p. 13). Prônant par exemple une autre définition de la richesse dans la lignée des sociologues et philosophes du travail (Méda, 2000), ils mènent une réflexion sur de nouveaux modes d'évaluation territoriale, qui ne soient pas exclusivement tournés vers le calcul d'une rente foncière mais tiennent compte, entre autres, des services rendus par les écosystèmes⁶. Le concept d'équité, généralement utilisé pour traiter de problématiques sociales, est également mobilisé pour s'opposer au phénomène de hiérarchisation des territoires et réparer la dégradation de la qualité de vie engendrée par l'état de périphéricité.

L'Italie semble offrir un terrain propice à l'épanouissement d'une critique des expressions géographiques du modèle de développement moderne. Le triangle industriel que forment Milan, Gênes et Turin, et qui dévitalise le Mezzogiorno italien au profit de la mégalopole européenne, ébranle

6 Pour une présentation détaillée de ce type de travaux, se reporter au site <http://produireterritorio.wordpress.com>, consulté le 29 novembre 2011. Les comptes rendus d'un cycle de séminaires organisés par le Lpe/DiAp (Laboratoire de projection écologique du territoire appartenant au Département d'architecture et planification de l'Institut polytechnique de Milan) entre septembre et novembre 2010 sous le titre « Produire et échanger de la valeur territoriale » y sont accessibles.

profondément les équilibres démographiques du territoire italien, à tel point que certains des territorialistes n'hésitent pas à parler de « génocide du monde rural »⁷. Deux siècles d'urbanisme industrialiste ont en effet favorisé la croissance de quelques métropoles et fait du modèle centre-périphérie une règle d'or en matière d'organisation de l'espace à l'échelle nationale. Le réseau de petites villes et le maillage polycentrique, caractéristiques d'un territoire tardivement constitué en État⁸, ont ainsi été menacés de décomposition par la diffusion d'un modèle métropolitain facteur de forte hiérarchisation territoriale.

Magnaghi oppose à cette « topophagie métropolitaine » un modèle de développement fini, qu'il qualifie d'« auto-soutenable ». Il emprunte d'une part l'idée de « ville compacte » aux travaux fondateurs des Américains Newman et Kenworthy (1998) sur le nouvel urbanisme dans une perspective de réduction de la dépendance à l'automobile (voir aussi Mangin, 2004), et s'inspire largement d'autre part de la structure géographique même de la province de Milan, où plusieurs villas-fermes et quelques abbayes cisterciennes dessinent un maillage territorial à caractère fortement agricole. La limite est érigée en « concept opératoire » central (Magnaghi, 2010, p. 89), permettant d'entraver l'étalement urbain de métropoles gourmandes d'espace. *L'ecopolis* qu'il imagine est une ville sans banlieue, dont les remparts sont constitués d'une ceinture verte qui rétablit un contact avec le vivant, où les espaces publics sont réinvestis et où le piéton est roi. Les agro-écosystèmes jouent un rôle essentiel, tant du point de vue de l'esthétique des paysages, que du lien qu'ils suscitent entre nature et société⁹. L'ensemble des lieux constituent un réseau de villages ou de quartiers, une constellation non hiérarchique et complémentaire.

Le cheminement intellectuel de Magnaghi semble étroitement lié à sa trajectoire personnelle : de l'Institut polytechnique de Milan à l'Université de Florence où il enseigne depuis 1999, ce parcours géographique va de pair avec l'élaboration de nouveaux modèles de territoire. Le « Manifeste de la Société des territorialistes » prend en effet racine dans une région dont la

7 Expression notamment employée par Giorgio Ferraresi, professeur d'urbanisme à l'Institut polytechnique de Milan, dans une interview pour le numéro 11 de la revue *Valori*, qui consacrait en février 2011 un dossier à la notion de « valeur territoriale ». Voir « Entretien avec Giorgio Ferraresi », *Valori*, dossier « *Il valore della terra* », n° 11, février 2011.

8 Le processus d'unification amorcé par la proclamation du royaume d'Italie le 17 mars 1861 n'est véritablement achevé qu'après l'annexion de Rome le 20 septembre 1870.

9 Les options méthodologiques, théoriques et projectuelles adoptées par la recherche scientifique des territorialistes en faveur de la ruralité comme nouvelle centralité de l'aménagement du territoire sont partagées par d'autres programmes de recherche, en Italie comme en Europe : la thématique « Les paysages de la ruralité » fait partie du programme européen Rural Med II ; l'École nationale supérieure du paysage de Versailles mène un certain nombre de travaux dans lesquels l'approche territorialiste a eu un certain écho.

géographie, structurée dès l'Antiquité par la dodécapole étrusque, est caractérisée par des paysages qui, depuis le Moyen Âge, représentent l'illustration archétypique de l'harmonie territoriale. C'est à Sienne, dans la salle des Neuf du Palais public, que la fresque de Lorenzetti, *Allégorie du bon et du mauvais gouvernement* (1337-1339), traduit les principes d'échange et de modération promus par la commune pour parvenir à une osmose entre la campagne et la ville – un idéal d'équilibre qui autorise à évoquer, à propos du modèle de territoire élaboré au sein de la Société des territorialistes, une perspective proprement italienne, voire un paradigme toscan.

Représentations du territoire

Tandis que se profile une « éco-catastrophe planétaire », la question que posent les territorialistes n'est plus tant de savoir comment sauver un milieu naturel mais comment sauvegarder un milieu anthropisé, domestiqué de telle sorte qu'il puisse répondre aux besoins humains. Il s'agit désormais moins de comprendre un donné qu'un produit de facteurs, ceux-ci étant d'ordres très divers, tant naturels que culturels. Un tel enjeu appelle des représentations inédites du territoire.

Les territorialistes proposent d'abord de penser le territoire à l'image d'un être vivant. L'image permet non seulement de considérer un tout cohérent, mais aussi une entité dotée d'un cycle de vie propre, qui naît d'une fécondation et est susceptible de régénération. À la fois outil pédagogique et heuristique (Sénécal, 2007, p. 517), la métaphore est employée par les territorialistes pour rendre lisibles des paradigmes complexes en les illustrant.

La métaphore s'inscrit ainsi dans la tradition épistémologique propre à l'urbanisme. L'image de l'organisme pour penser la ville traverse en effet la littérature urbanistique, depuis l'école de Chicago (Burgess, 1979) jusqu'aux modèles de Denise Pumain (1998) qui usent d'analogies écologiques pour penser la ville en termes systémiques. Les emprunts à la biologie et à l'écologie sont fréquents pour décrire les phénomènes de mobilité entre diverses structures spatiales. À la biologie sont empruntées les notions de respiration ou de digestion, et à l'écologie celles de flux de matière et d'énergie (Barles, 2002), d'invasion, de bifurcation et de compétition.

Les territorialistes usent de la métaphore dans un premier temps à l'encontre de la métropole, qu'ils décrivent sous les traits d'un organisme hypertrophié ou d'un monstre « topophage » (Magnaghi, 2010, p. 29), puis dans un second temps pour définir les limites de nouvelles unités territoriales « auto-soutenables » où la campagne et la ville qu'elle nourrit forment un nouvel

ensemble. Il ne s'agit plus de considérer exclusivement la ville, mais de proposer de nouveaux découpages où espace urbain et espace rural sont sur un pied d'égalité et en interaction constante, où ville et campagne font corps.

Le second emprunt à l'écologie est celui du terme « écosystème ». Il est employé par les territorialistes pour penser les interactions entre les différents éléments qu'englobent les nouvelles unités hybrides qu'ils définissent comme territoire. L'écologie est employée en tant que science des relations, afin de dépasser une conception inerte du territoire, qui voudrait le réduire à une simple portion d'espace à laquelle se superposent diverses activités humaines et où sont juxtaposés des éléments hétérogènes. Représenter le territoire comme un « néo-écosystème » oblige à renverser un « schéma fonctionnel anthropocentrique » pour éviter que le territoire ne soit traité en « bête de somme »¹⁰.

Le recours à l'écologie permet notamment de considérer l'ensemble des éléments en présence comme pris dans des relations d'échange et d'interdépendance. Végétaux, animaux, hommes et objets partagent une appartenance au territoire qui les met sur un pied d'égalité ; ils participent tous de son bon fonctionnement. Cette ambition scientifique de penser un système vivant à haute complexité réclamerait un changement de vocabulaire à propos du territoire, et notamment le recours aux notions d'énergie, ressource, entropie et néguentropie¹¹ pour qualifier les relations au sein de l'écosystème territorial. Toutefois, davantage que la nature de ces interactions, c'est l'idée d'un lien engendrant la solidarité entre divers éléments d'un territoire qui semble importer aux territorialistes.

L'originalité des territorialistes vis-à-vis de l'écologie réside entre autres dans l'interprétation qu'ils donnent du concept d'écosystème. Définissant ce dernier comme la somme de plusieurs milieux, l'échelle à laquelle ils décrivent le territoire les rapproche de l'écologie du paysage (Burel et Baudry, 1999), théorisée en Europe et en Amérique du Nord dès les années 1950. Cherchant à concevoir les processus du vivant à plus large échelle, l'écologie du paysage produit une terminologie inédite et des outils conceptuels désormais repris par les territorialistes qui représentent leur territoire en matrices, trames et corridors.

10 Selon les termes de Giancarlo Paba, lors de la réunion de la Société des territorialistes le 17 décembre 2010 à Bologne.

11 Entropie et néguentropie sont des termes initialement utilisés à propos des systèmes physiques, mais appliqués ensuite au fonctionnement des systèmes sociaux et humains. Le concept de néguentropie en particulier a été introduit par un physicien autrichien, Erwin Schrödinger, dans un ouvrage publié en 1944 et intitulé *Qu'est-ce que la vie ?* (Paris, Le Seuil, 1993). Il caractérise notamment les systèmes ouverts tandis que l'entropie décrit mieux la tendance à la désorganisation des systèmes fermés.

Bien que fortement teintée d'écologie, la démarche territorialiste résiste finalement à l'absorption par les sciences naturelles. Notamment employé en géographie, le concept de territoire, clé de voûte de cette approche, présente l'avantage de conserver la dimension humaine de l'espace mis à l'étude, car si l'homme peut effectivement être pris en compte dans un écosystème, c'est strictement à titre d'être vivant, c'est-à-dire en tant que consommateur et producteur de matière et d'énergie. L'origine principalement biologique des théories écologiques tend, en effet, à faire évoluer la discipline vers des formes statistiques, où les activités des habitants font l'objet de calculs de biomasse, et où les déplacements peuvent être mesurés en kilocalories ou kilojoules.

L'importance de l'ancrage géographique des espaces considérés par les territorialistes se traduit notamment dans le choix des outils de modélisation qu'ils mettent en œuvre. Tandis que l'écologie représente le réel par des compartiments symbolisant des êtres vivants et des flèches qui matérialisent un réseau d'échanges entre ceux-ci, les territorialistes utilisent et produisent des cartes. À la différence de l'organigramme, la carte a pour principe d'utiliser un fond qui ancre les modèles géographiques dans un espace particulier.

Par ailleurs, le territoire permet d'éviter l'écueil d'une extrapolation des objets considérés vers une trop grande universalité. En effet, généraliser la représentativité d'un écosystème dans l'espace et dans le temps, à force d'abstraction, risque de perdre en pertinence. La réflexion des territorialistes trouve ici un écho dans celle de Patrick Blandin, directeur du Laboratoire d'écologie générale au Muséum national d'histoire naturelle de 1988 à 1998, qui considère que tout fragment de la biosphère est le produit d'une histoire singulière qui ne se répète pas, ni dans le temps, ni dans l'espace. En conséquence, le pragmatisme veut que l'on considère des objets « toujours particuliers et intrinsèquement transitoires » (Blandin, 1992). Cette conception équivaut à celle du territoire au sein de l'école italienne, qui préconise de le traiter comme « une œuvre d'art », c'est-à-dire comme un objet qui a la particularité de ne pas résulter d'un « façonnement par l'homme de matériaux inanimés » mais est « le produit d'un dialogue poursuivi entre des entités vivantes, l'homme et la nature, dans la longue durée de l'histoire » (Magnaghi, 2003, p. 7). Une telle définition engage à une nouvelle conception de la relation à la nature, ne visant pas à stabiliser un état d'équilibre idéal mais s'adaptant à des changements permanents (Blandin, 2007).

Le territoire, alors compris comme bien commun, suppose un aménagement endogène qui émerge d'une réflexion locale, nourrie d'une approche cognitive et sensible du patrimoine territorial, c'est-à-dire de l'ensemble

des valeurs culturelles, environnementales, économiques, paysagères, que la communauté locale reconnaît à son territoire. Le territoire apparaît alors plus vivant que l'écosystème, dont il réfute les principes d'équilibre et de stabilité pour revendiquer son caractère dynamique. L'avenir des territoires dépend des acteurs locaux et de leur « culture interprétative » (Magnaghi, 2010). La cartographie territorialiste rompt ainsi définitivement avec tout fonctionnalisme en refusant les plans d'occupation des sols, pour proposer des récits sur l'identité des lieux et les valeurs qu'ils détiennent auprès des communautés locales. L'école territorialiste s'ancre dans les travaux de « l'environnement sensible », du « vécu environnemental », de la « géographie du sensible » (Labussière, 2009) en accordant une place particulière à l'« espace vécu » (Frémont, 1999).

Pour une utopie concrète

Reprenant à son compte l'« utopie concrète » du philosophe marxiste allemand Ernst Bloch¹², Alberto Magnaghi propose une réorganisation des sociétés à l'échelle locale, étape nécessaire pour une renaissance des territoires. L'enjeu de cette utopie se situe dans la participation des communautés locales aux décisions politiques, aux échanges économiques et à l'aménagement du territoire.

Aux « villes prométhéennes » qui se développent au nom du respect de l'environnement à l'image d'une Masdar City, construite ex nihilo sur un espace considéré comme vierge, les territorialistes préfèrent un type de « ville orphique »¹³, qui prend à revers un modèle de l'établissement humain moderniste, détaché du territoire et de son identité. Au-delà du fonctionnement original qui y est prescrit pour modèle, l'Ecopolis qu'imagine Magnaghi est une utopie paradoxale. Comme toute utopie, elle se fonde sur une analyse critique du présent pour proposer de nouvelles valeurs. Néanmoins, elle n'est pas un modèle achevé ; c'est une utopie qui ne peut exister qu'à

12 Contrairement à Thomas More qui fait de l'utopie un modèle idéal inatteignable, situé hors du temps et de l'espace par opposition à la notion de lieu, Ernst Bloch définit l'utopie dialectique comme un instrument de travail qui permet d'explorer tous les réels possibles. L'utopie concrète n'est pas le fruit d'une imagination coupée du réel, elle est prospective, elle réorganise le monde présent dans un avenir possible. Elle est tournée vers l'action et invite à transformer le monde : « c'est une idée-force qui provoque notre enthousiasme, nourrit nos espoirs et nous appelle à l'action efficace et engagée » (Furter, 1966, p. 12).

13 La typologie, reprise de la dichotomie entre les deux héros grecs, a été établie par les géographes Salomon Cavin et Bourg, dans le cadre d'un ouvrage collectif de réflexion sur les « milieux urbains » (Salomon Cavin et Bourg, 2010).

condition d'être attachée à un lieu et à une communauté d'habitants qui l'anime. Elle s'ancre nécessairement dans un cadre singulier, elle n'a pas de raison d'être sinon son appartenance à un lieu.

L'analyse territorialiste réinvestit ainsi le « couple territoire-lieu » qui fait l'objet d'un nouvel intérêt des géographes français et anglo-saxons depuis une quinzaine d'années (Banos, 2009). Si le territoire apparaît plus comme le cadre de compréhension de l'établissement humain, le lieu, fragment du territoire, est entendu comme le produit d'une « pratique sociale » et le « contexte de l'action » (*ibid.*). C'est donc à l'échelle du lieu que les territorialistes proposent de repenser l'aménagement du territoire en donnant aux habitants la possibilité de participer aux décisions.

Le lieu ne représente pas une étendue géographique précise, sa définition dépend des habitants, de la « conscience des lieux » que les territorialistes s'engagent à faire émerger en identifiant les valeurs territoriales récurrentes auxquelles les habitants sont attachés. À partir d'un travail d'enquête et d'interprétation, de description de l'ensemble des espaces qui composent un territoire, les territorialistes sont capables de distinguer différents lieux suivant leurs caractéristiques propres. Impliquant autant les sciences naturelles qu'humaines, cette étape doit ensuite être complétée par un travail de restitution des données aux habitants. Le territoire n'étant plus seulement exprimé dans un langage technocratique et spécialiste, ce qui ouvre la voie du système administratif et territorial à un troisième acteur, conjointement à l'État et au marché. Rassemblés en sujet collectif, les habitants peuvent avoir voix au chapitre et deviennent « habitants-producteurs ». Ce premier travail d'identification permet ensuite aux territorialistes de définir un « statut des lieux ». Inspiré des statuts complexes des communes italiennes médiévales, le statut des lieux est un pacte entre les citoyens et les institutions, qui prend la forme d'une constitution à grande échelle et détermine l'ensemble des éléments matériels et immatériels qui composent l'identité locale.

Le défi est de taille dans la mesure où le lieu ne rassemble pas de fait des habitants qui partagent les mêmes valeurs mais plutôt une grande hétérogénéité d'individus. Les nouvelles institutions locales d'auto-gouvernement de l'*ecopolis* doivent être capables de dépasser les conflits et les rapports de pouvoir liés à l'espace. Ainsi, le statut des lieux comprend aussi les perceptions des plus pauvres, des marginaux, des immigrés, des enfants, premiers exclus des décisions de l'aménagement territorial classique. Entre la démarche heuristique et l'action sociale, les territorialistes participent à l'élaboration d'une nouvelle culture politique, servant le projet décidément utopique d'une *polis* dont le gouvernement serait issu d'un compromis entre démocratie représentative et démocratie directe.

Sont alors esquissés des scénarios stratégiques, dont l'application n'est pas immédiate et la réalisation incertaine : ils n'ont pas tout à fait valeur de plan d'aménagement mais plutôt d'outil de planification. Ces scénarios relèvent de l'utopie concrète, ils permettent d'imaginer différents futurs possibles et de susciter le dialogue avec les habitants invités à user de leur imagination et à libérer leur énergie créatrice, selon une grammaire mise à leur disposition qui procède d'une démarche à la fois cognitive, sensible et esthétique. Cette posture de scientifiques du territoire, qui se met à l'écoute des lieux et de ceux qui y vivent, qui stimule le débat davantage qu'il ne le guide, fait des territorialistes des accompagnateurs plus que des pilotes de projets. Ils pratiquent ce qu'on pourrait décrire comme une maïeutique territoriale, en faveur de politiques d'aménagement ascendantes. L'habitant peut alors devenir producteur-habitant, prendre soin des lieux qu'il habite parce qu'il les connaît et qu'il les fait siens. Dans une telle configuration, l'établissement humain ne nécessiterait plus la mise en place de lois coercitives (comme la taxe carbone), ni de politiques de protection (naturelles et monumentales) puisque les habitants deviendraient eux-mêmes les gardiens des lieux.

La Société des territorialistes est une école à la fois scientifique et politique, deux versants d'un projet au principe duquel l'écologie joue un rôle central : celui de pourvoyeur d'innovation dans un contexte de crise des modèles existants. Les enjeux environnementaux auxquels se trouvent aujourd'hui soumis les établissements humains bousculent les sciences, non seulement parce qu'ils exigent d'elles une réaction rapide, mais aussi parce qu'ils les obligent à se croiser ou à se heurter, en tout cas à se rapprocher. Mâtiné d'écologie, le concept de territoire, trop souvent figé dans une définition strictement administrative ou marqué du sceau du localisme, fait peau neuve en tant qu'être vivant. Sous couvert d'un même nom, les territorialistes parviennent pourtant à employer le concept au service d'une révolution paradigmatique et politique. La science qu'ils proposent, construite de savoirs partagés, et constamment mise en débat hors des laboratoires, est effectivement destinée à influencer les politiques publiques en portant l'expression d'un discours d'habitants dans les arènes de décision concernant l'aménagement du territoire. En permettant de concevoir des systèmes complexes faits d'échanges et d'interactions, l'écologie autorise à penser un monde instable, où le territoire perd de sa rigidité pour devenir un objet mouvant, soumis à un exercice démocratique permanent.

Bibliographie

- BANOS Vincent, 2009, « Repenser le couple “territoire-lieu”, pour une géographie de la “démocratie” ? », *Territoires, territorialité, territorialisation*, M. Vanier éd., Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 157-166.
- BARLES Sabine, 2002, « Le métabolisme urbain et la question écologique », *Annales de la recherche urbaine*, n° 92, p. 143-150.
- BERGANDI Donato, 1999, « Les métaphores de l’organicisme en écologie : de la communauté végétale aux écosystèmes », *Revue d’histoire des sciences*, vol. 52, n° 1, p. 5-32.
- BLANDIN Patrick, 1992, « De l’écosystème à l’écocomplexe », *Sciences de la nature, sciences de la société. Les passeurs de frontières*, M. Jollivet éd., Paris, CNRS, p. 267-279.
- 2007, *De la protection de la nature au pilotage de la biodiversité*, Versailles, Quae.
- BUREL Françoise et BAUDRY Jacques, 1999, *Écologie du paysage. Concepts, méthodes et applications*, Paris, Tec & Doc.
- BURGESS Ernest, 1979 [1925], « La croissance de la ville : introduction à un projet de recherche », *L’école de Chicago. Naissance de l’écologie urbaine*, Y. Grafmeyer et I. Joseph éd., Paris, Champ urbain, p. 131-147.
- Collectif avec *La revue internationale des livres et des idées*, 2011, *Penser à gauche. Figures de la pensée critique aujourd’hui*, Paris, Éditions Amsterdam.
- FRÉMONT Armand, 1999 [1976], *La région, espace vécu*, Paris, Flammarion.
- FURTER Pierre, 1966, « Utopie et marxisme selon Ernst Bloch », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 21, p. 3-21.
- LE CORBUSIER, 1959, *L’urbanisme des trois établissements humains*, Paris, Minuit.
- LABUSSIÈRE Olivier, 2009, « Les stratégies esthétiques dans la contestation des projets d’aménagement : le milieu géographique entre singularité et espace », *L’information géographique*, vol. 73, n° 2, p. 68-88.
- MAGNAGHI Alberto, 2003, *Le projet local*, Liège, Mardaga.
- 2010 [2000], *Il progetto locale*, Turin, Bollati Bolinghieri.
- MANGIN David, 2004, *Infrastructures et formes de la ville contemporaine. La ville franchisée*, Paris, Éditions de la Villette.
- MÉDA Dominique, 2000 [1999], *Qu’est-ce que la richesse ?*, Paris, Flammarion.
- NEWMAN Peter W. G. et KENWORTHY Jeffrey R., 1998, *Sustainability and Cities. Overcoming Automobile Dependence*, Washington DC, Island Press.
- PUMAIN Denise, 1998, « Les modèles d’auto-organisation et le changement urbain », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 42, n° 117, p. 349-366.
- SALOMON CAVIN Joëlle et BOURG Dominique, 2010, « Deux conceptions de la durabilité urbaine : ville prométhéenne versus ville orphique », *Philosophie de l’environnement et milieux urbains*, T. Paquet et C. Younès éd., Paris, La Découverte, p. 117-136.
- SÉNÉCAL Gilles, 2007, « Métaphores et modèles en géographie urbaine : le continuum de l’école de Chicago à celle de Los Angeles », *Annales de géographie*, vol. 5, n° 657, p. 513-532.
- SUARÈS André, 1984 [1922-1932], *Voyage du Condottiere*, Paris, Granit.